

L'Union fera un (tout petit) geste envers Londres

- Les Vingt-sept discuteront de l'état d'avancement des négociations du Brexit, vendredi matin.
- Les progrès sont jugés insuffisants pour entamer les discussions de la future relation entre l'UE et le Royaume-Uni.
- Les Etats membres débattront aussi des négociations d'adhésion d'Ankara pour ne rien y changer.

Pas de progrès suffisants. Le négociateur en chef du Brexit pour l'Union européenne, Michel Barnier, indiquera aux chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-sept ce qu'ils savent déjà, vendredi matin, à Bruxelles. Sur les principales questions relatives à la séparation (droits des citoyens, frontière irlandaise et engagements financiers de Londres envers l'Union européenne) les cinq rounds de négociations n'ont pas permis d'enregistrer des avancées justifiant le passage à la "phase 2", à savoir la relation post-Brexit, commerciale notamment, entre l'Union et le Royaume-Uni. Londres, qui brûle d'engager cette négociation, reproche à l'UE de jouer l'obstruction. "Pour obtenir de nous plus d'argent", a accusé le secrétaire d'Etat en charge du Brexit, David Davis. "Je suis prêt [...] à accélérer le rythme des négociations, mais pour cela, il faut mettre les choses dans le bon ordre", a rétorqué Michel Barnier mardi, de Luxembourg, rappelant que pour négocier "il faut être deux".

"Il n'y a pas assez de progrès, c'est un fait", a confirmé mardi une source européenne de haut rang. Les Vingt-sept ne manifestent donc aucune intention de modifier le mandat de négociations donné à M. Barnier. "Notre but, ce n'est pas de bloquer une négociation ou de ne jamais entrer en phase 2, c'est que les exigences posées et connues depuis l'adoption du mandat en avril soient respectées avant d'y passer", commente une source diplomatique d'un Etat membre. L'Union ne

Le sommet déplacé pour cause de fumées

Le sommet européen de ces 19 et 20 octobre devait se tenir dans le bâtiment Europa, inauguré en janvier dernier. Il sera finalement organisé dans le bâtiment Juste Lipse voisin, a indiqué mercredi le service presse du secrétariat général du Conseil de l'UE.

Plus tôt dans la journée, 25 personnes travaillant dans les cuisines du bâtiment Europa ont présenté des symptômes d'intoxication en raison de fumées irritantes dues à un système de ventilation défaillant. C'est la deuxième fois en une semaine qu'un incident du genre se produit dans les cuisines du bâtiment Europa.

Mercredi, vingt-quatre des vingt-cinq personnes indisposées se sont rendues à l'hôpital pour s'y soumettre à des examens complémentaires ou des traitements. (Belga)

tient pas pour autant à enfoncer les Britanniques. "Il y aura un langage fin à ciseler pour reconnaître les avancées, néanmoins constater que les progrès ne sont pas suffisants, et essayer de garder une dynamique de négociations positive", précise le diplomate.

Ainsi, les conclusions du sommet diront que les Européens sont disposés à discuter, entre eux, du mandat de M. Barnier pour les négociations relatives à la transition et à la relation future entre les deux parties. De la sorte, "si et quand des progrès suffisants auront été

accomplis, nous ne perdrons pas de temps pour engager la seconde phase", justifie la source européenne. Paris et Berlin, notamment, ont insisté que c'est le maximum d'ouverture dont l'UE peut faire preuve, à l'heure actuelle. Un nouvel état des lieux des négociations sera dressé lors du sommet de décembre.

"Florence a changé la dynamique"

Non conviée à discussion de vendredi, la Première ministre britannique Theresa May aura l'occasion de présenter son point de vue lors de la session à vingt-huit, jeudi soir. Les Européens se gardent de tirer sur l'ambulance, M^{me} May étant déjà très affaiblie au sein de son parti conservateur. A l'issue du dîner de lundi soir, qui a réuni M^{me} May, le président de la Commission Jean-

Claude Juncker, leurs proches conseillers, ainsi que MM. Davis et Barnier, les deux parties ont ainsi vanté l'atmosphère "constructive des discussions" dans un communiqué commun. Comme pour souligner la dif-

férence avec le désastreux dîner de Londres d'avril.

Du côté européen, on insiste encore sur le fait que le discours sur le Brexit prononcé le 22 septembre à Florence par Theresa May a "modifié la dynamique" et "débloqué" les négociations. Elle avait alors affirmé que le Royaume-Uni honorera ses engagements financiers et admit que les tribunaux britanniques se référeront aux jugements de la Cour de justice de l'UE pour ce qui concerne les droits des citoyens européens installés outre-Manche. Elle a plaidé, enfin, pour que le Brexit soit suivi d'une période de transition de deux ans. "Avant Florence, nombreux parmi les Vingt-sept étaient ceux qui pensaient que nous nous dirigeons vers un Brexit sans accord. Depuis Florence, la lecture de la situation est que nous négocions de bonne foi un accord et qu'il est à portée de main", commente la source européenne.

La colère du président du Parlement européen

Il n'empêche que l'agacement croît face aux atterrissements britanniques. "Nous voulons savoir ce que souhaite le Royaume-Uni. Ce n'est pas clair", a grondé le président du Parlement européen, Antonio Tajani, lundi soir, dans un entretien accordé à la BBC. L'Italien a accusé Londres de "ne pas être réaliste", citant les 20 milliards d'euros que M^{me} May serait prête à mettre

sur la table pour solde de tout compte. Pour M. Tajani, "50 à 60 milliards (une fourchette qui n'a pas été confirmée par la Commission, Ndlr), ça, c'est la réalité".

"C'est assez compliqué de négocier quand ceux qui souhaitent quitter l'UE ne semblent pas vraiment d'accord entre eux", a pour sa part grincé le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, épinglant les divisions britanniques. C'est dire si le doute persiste quant à la perspective d'une avancée substantielle d'ici décembre. Le président du Conseil européen, Donald Tusk, ne perd pas espoir. "Je suis absolument sûr qu'il est toujours possible de finaliser la première phase en décembre, mais pour cela nous avons besoin de propositions plus concrètes de la part des Britanniques", a déclaré le Polonais, mercredi.

Olivier le Bussy

"Nous avons besoin de propositions plus concrètes des Britanniques."

Donald Tusk

Président du Conseil européen, mercredi.

La discussion des Vingt-huit sur l'adhésion de la Turquie va entériner le statu quo

Union européenne a beau chanter les louanges de son accord migratoire avec Ankara, la chancelière Angela Merkel n'entend pas pour autant passer l'éponge sur les provocations en série du président turc Recep Tayyip Erdogan. A la demande de Berlin, les Vingt-huit se pencheront ce jeudi soir sur l'épineuse question des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union, au point mort depuis au moins un an, notamment depuis que le pays sombre à vue d'œil dans un régime autoritaire qui ne dit pas son nom. Alors que ses homologues européens déploient leur talent d'équilibristes pour dénoncer les dérives de Recep Tayyip Erdogan sans pour autant s'aliéner ce partenaire incontournable dans la gestion de la crise migratoire, Angela Merkel n'a pas hésité à dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas. "Je ne vois pas l'adhésion arriver et je n'ai jamais cru que cela puisse survenir", a-t-elle déclaré en septembre, ajoutant que la question était seulement de savoir qui de la Turquie ou de l'UE "fermerait la porte" en premier.

C'est là que le bât blesse. Si l'échec des négociations d'adhésion est devenu un secret de polichinelle, ni l'Union européenne ni la Turquie n'ont intérêt à être la première à pointer l'évidence. "Je souhaite éviter les ruptures car [la Turquie] un partenaire essentiel dans de nombreuses crises que nous affrontons ensemble [...] le défi migratoire ou la menace terroriste notam-

ment", a déclaré dans la foulée le président français Emmanuel Macron. Entendez : hormis l'Autriche qui plaide depuis un an pour un arrêt des pourparlers, les Etats membres, qui sont loin de se doter d'une politique migratoire commune efficace, ne peuvent se permettre le luxe de se passer d'Ankara. "Nous devons garder à l'esprit le fait que l'année prochaine il faudra renflouer le fonds destiné aux réfugiés syriens qui se trouvent en Turquie", note d'ailleurs un insider des préparations du Conseil européen. La même source ajoute toutefois "qu'il y a une déception à l'égard de la situation de l'état de droit en Turquie. Les leaders devront donc discuter des fonds de pré-adhésion. Ceux-ci se décident sur base d'une proposition de la Commission européenne, mais les discussions indiqueront dans quelle direction on veut aller". Mais la demande d'Angela Merkel de cesser les négociations d'adhésion restera sans doute lettre morte.

Côté turc, Recep Tayyip Erdogan n'hésite pas à enfoncer le couteau dans la plaie. "Faites votre déclaration et mettons un terme à cette affaire. Nous n'avons pas besoin de vous", a-t-il lancé vendredi lors un meeting de son parti, l'AKP. Une tentative à peine voilée de faire flancher l'Union européenne dans ce jeu de la barbichette. "Ils nous tiennent sans cesse en haleine, mais nous sommes patients. Nous disons : ce n'est pas nous, mais vous qui quitterez le ring", a-t-il prévenu.

M.U.

Refondation de l'Union

Tusk veut multiplier les sommets européens

Comme il s'y était engagé au sommet de Tallinn, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a sondé l'état d'esprit de toutes les capitales quant aux appels à la refondation de

l'Union, lancés par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et le président français, Emmanuel Macron. "Je suis très satisfait de voir votre volonté d'accélérer votre travail et passer outre le sentiment d'impuissance", a-t-il écrit dans sa lettre aux dirigeants européens, mardi. Le Polonais entend organiser treize sommets durant les deux années à venir. M. Tusk propose de suivre une méthode

qui ne vise plus seulement le consensus. Il veut que les débats soient basés sur des "notes décisionnelles", qui exposeront clairement les désaccords entre Etats membres. M. Tusk reste un fervent partisan de l'unité européenne, mais n'exclut pas que le déblocage d'un dossier passe par une coopération renforcée entre les pays qui veulent aller de l'avant. **OleB**